L'agriculture en représentation(s)

Luttes médiatiques, luttes syndicales

The Struggle to Save Farming. The Media and Agricultural Labour Unions

Ivan Chupin et Pierre Mayance

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11195>

DOI : 10.4000/etudesrurales.11195

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 9-23

ISBN : 9782713225208

Référence électronique

Ivan Chupin et Pierre Mayance, « L'agriculture en représentation(s) », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11195> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.11195

L'AGRICULTURE EN REPRÉSENTATION(S)

Ivan Chupin et Pierre Mayance

LUTTES MÉDIATIQUES, LUTTES SYNDICALES

On va avoir certainement entre 1 000 et 1 500 tracteurs sur Paris, plusieurs milliers d'agriculteurs, qui vont venir dire leur désespoir, leur colère, leur souffrance, leur exaspération aussi, parce que les décisions tardent à venir et nous espérons que ce jour-là, le gouvernement par la voix du Premier ministre apportera un certain nombre de réponses¹.

Depuis plusieurs années, on assiste à une multiplication de crises de production qui touchent les agriculteurs de différentes filières (bovine, laitière, porcine). La FNSEA, en la personne de son président, intervient dans les médias généralistes afin de réaffirmer son rôle de représentant des intérêts agricoles vis-à-vis du grand public. Elle souhaite ainsi maintenir son leadership national face à des concurrents syndicaux traditionnels que sont la Coordination rurale [Purseigle 2010 ; Duclos 1998] et la Confédération paysanne [Bruneau 2015]. Elle entend aussi assurer sa prééminence face à des nouveaux acteurs qui prétendent représenter mieux qu'elle une production spécifique, comme dans le cas de l'Apli (Association des producteurs de lait indépendants) créée en 2008.

Cette question de la représentation des agriculteurs, objet de ce numéro thématique², est centrale pour la sociologie rurale. En effet, Henri Mendras [1967] a très tôt exemplifié le passage de la figure du paysan à celle de l'agriculteur. Son analyse de la modernisation de l'agriculture pose toute la question de l'autonomie de cette profession à l'heure de son intégration plus générale dans la société globale. Mais cette réflexion n'intègre pas la place des médias dans ces transformations, ni dans sa théorie générale, ni dans l'accumulation de monographies organisées dans son sillage [Jollivet et Mendras 1971 ; Jollivet 1974]. La sociologie rurale est élaborée en relation avec la commande publique émanant du Plan et de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) [Alphandéry et Billaud 2009]³. Les années 1980 constituent un tournant important puisque les objets de la

1. Ces propos sont ceux de Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), à l'occasion de la crise de l'été 2015, Club de la presse, Europe 1, 25 août 2015.

2. Ce numéro découle des journées d'études organisées les 12 et 13 octobre 2015 à Lille, en partenariat avec *Études rurales*, l'Université de Lille-II et le Ceraps (UMR 8026). Les auteurs tiennent à remercier Jean-Gabriel Contamin, Djazia Bielecki, Younes Hadadi et Nathalie Desmarchelier pour leur aide lors de ces journées, intitulées *Figure(s) agricole(s) : pratiques et représentations médiatiques*, ainsi que les discutants (Nathalie Ethuin, Jacques Rémy, Nicolas Renahy, Nicolas Hubé, Nicolas Kaciaf, Bruno Villalba) et Clémence Guimont.

3. Pour une histoire de l'institutionnalisation de l'économie rurale et de ses évolutions voir Kirtchik [2016].

sociologie rurale se modifient⁴. On constate une évolution d'un côté vers un intérêt pour des thèmes plus environnementaux [Mathieu et Jollivet 1989] et, de l'autre, vers les questions du territoire et du pouvoir local [Alphandéry et Billaud 2009].

Dans ses cours de sociologie rurale, professés en 1953, à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, Henri Mendras met en doute la pertinence de la sociologie rurale à constituer une discipline autonome. Pourtant, l'obtention de postes et de moyens matériels conjuguée à la faible institutionnalisation de la sociologie depuis la Seconde Guerre mondiale [Béraud et Coulmont 2008 : 17-53] ont favorisé, dans les faits, la constitution d'une véritable école d'études rurales. Les années 1960 marquent une alliance entre ce père fondateur et les sociologues marxistes [Alphandéry et Sencébé 2009]. Celle-ci est dénoncée avec force par la suite par certains sociologues bourdieusiens qui critiquent la spécialisation sur le rural à laquelle elle a donné lieu et lui dénie toute légitimité scientifique⁵. Les méthodes [Champagne 1975] tout autant que le cadrage des objets sont contestés, au motif que cela conduirait à élaborer une « sociologie d'accompagnement », en référence à sa forte dépendance de la commande publique [Grignon et Weber 1993]⁶. De cette division découle l'impossibilité de maintenir une sociologie rurale unifiée. Cela a pourtant favorisé l'essor d'approches plus ethnographiques [Laferté 2014a] et un rapprochement avec des sujets déjà travaillés par ailleurs par la science politique, autour notamment du territoire et des « usagers de la ruralité » [Alphandéry et Billaud 2009]. Depuis plusieurs années nous

assistons à un renouveau de la sociologie rurale qui souhaite articuler plus finement les agriculteurs à leurs organisations dans un monde globalisé [Hervieu et Purseigle 2013].

De l'intérêt de la science politique pour les agriculteurs

À la lecture des travaux d'histoire de la sociologie rurale, la contribution de la science politique au développement de cette nouvelle discipline est le plus souvent minorée. La science politique a, pourtant, dès ses origines, interrogé la complexité des liens entre les campagnes et les agriculteurs. André Siegfried [1913], dans ses travaux fondateurs de la discipline, a mis en évidence l'importance du régime de propriété foncière ainsi que celle du milieu social, proposant une véritable analyse contextuelle des comportements électoraux des paysans, fondée sur les rapports de classe entretenus par les cultivateurs avec les autres groupes sociaux. L'analyse électorale, notamment Après-guerre, s'est penchée sur

4. « La conceptualisation *ad hoc* que la sociologie rurale et l'ethnologie de la France avaient produite (sociétés paysannes, interconnaissance villageoise, communauté rurale, collectivité rurale, notabilité...) ne permettait plus de décrire les évolutions en cours [...] » [Laferté 2014 : 424].

5. « Dès lors que l'on prend le sujet pour l'objet, il faut aller toujours plus loin dans le découpage : pourquoi pas une sociologie de la jupe, du tracteur, du fauteuil ou du saucisson ? » [Grignon et Weber 1993 : 62].

6. C. Grignon et F. Weber ont ensuite été critiqués par P.-B. Joly et C. Paradeise, rejetant « le simulacre de bilan critique de la sociologie rurale établi par plusieurs sociologues sous forme de procès stalinien » [2003 : 3].

l'évolution de ces rapports entre la politique et les paysans [Klatzmann 1958], en s'inscrivant dans les questionnements généraux des liens entre partis politiques et classes sociales : « Le rapport est peut-être plus étroit qu'on ne le pense entre les classes qui soutiennent un parti (électeurs et adhérents) et la situation de ses dirigeants. Dans une certaine mesure, chaque classe secrète sa propre élite, suivant des modes d'ascension et de formation particuliers » [Duverger 1955 : 21]. L'analyse des comportements électoraux des agriculteurs et des mondes ruraux s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui [Gombin et Mayance 2010a] dans le cadre d'un renouveau des analyses écologiques du vote⁷. En s'interrogeant sur la construction historique du champ politique Dulong [2010], C. Guionnet [1997], É. Philippeau [2002] et C. Voilliot [2005] ont analysé l'apprentissage de la politique à l'époque où les paysans constituaient la majorité de la population française en revisitant⁸ les très nombreux travaux des historiens dont ceux de M. Agulhon [1970] et d'E. Weber [1976].

En juin 1956, dans le cadre de l'Association française de science politique (AFSP), Jacques Fauvet (chef du service politique du journal *Le Monde*), Henri Mendras (attaché de recherche au CNRS) et Jean Touchard (secrétaire général de l'AFSP) organisent une table ronde sur « les moyens d'expression et la représentation politique du monde paysan » [Hervieu 2010 : 19]. Elle donne lieu à la publication en 1958 du livre *Paysans et la politique dans la France contemporaine* [Fauvet et Mendras 1958]. Trois autres colloques suivront (en 1970, en 1987 et en 2008), débouchant à chaque fois sur des publications [Gervais *et al.* 1972 ; Coulomb *et*

al. 1990 ; Hervieu *et al.* 2010]. Ces travaux fédèrent un nombre conséquent de chercheurs provenant de plusieurs disciplines. Ils apportent des éléments importants au regard de l'analyse des comportements électoraux, des organisations agricoles, du syndicalisme, du rapport à la religion ou encore du patrimoine. Cette ouverture de la sociologie rurale vers la sociologie politique contribue largement à son décloisonnement. Quelques travaux pionniers prennent pour objet les agriculteurs et la presse à travers une cartographie du champ médiatique [Labrusse 1958 ; Poupry 1972]. Enfin, la science politique s'est intéressée à l'action des pouvoirs publics sur ces territoires, tant à la politique locale qu'au secteur en lui-même, cas d'école fondateur dans l'analyse cognitive des politiques publiques autour de la question du référentiel [Jobert et Muller 1987]. La montée en puissance du Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA) et les alliances nouées avec certaines fractions de la haute administration de la V^e République naissante ont contribué à l'élaboration de la réforme de 1962 [Muller 1984]. L'ensemble de ces rapports entre politique et agriculteurs a donné lieu à une synthèse assez complète [Marie 1994].

7. Pour un questionnement sur l'articulation entre l'analyse écologique des votes et des mondes ruraux, se reporter à J. Gombin et P. Mayance [2010b].

8. Concernant l'analyse qui porte sur la profession politique, voir l'histoire des traditions multiples en sciences sociales et leurs liens avec la science politique [Sawicki 1999].

Médias et agriculteurs, une histoire oubliée

Nous souhaitons nous inscrire dans la continuité de ce long mais discontinu dialogue entre la science politique et la question de la ruralité, sous l'angle des pratiques et des représentations médiatiques. Ce choix permet de revisiter des analyses qui n'ont pas été interrogées depuis une trentaine d'années, et qui abordent la mise en scène des syndicalistes à plusieurs niveaux, militants comme représentants. Sylvain Maresca s'est principalement intéressé au travail de représentation des dirigeants « paysans » syndicaux, en réalisant une sociographie. Les médias sont présents dans son analyse à travers des portraits publiés dans la presse [Maresca 1983 : 254-266]. Patrick Champagne a questionné la représentation du groupe professionnel à travers une étude de la manifestation du 23 mars 1982 organisée par la FNSEA et le CNJA à Paris. Il montre comment ces acteurs construisent une image destinée à renforcer leur cohésion interne mais aussi vis-à-vis de la presse. Ce qu'il appelle une « manifestation de papier » est une production collective qui résulte des luttes symboliques auxquelles se livrent les acteurs sociaux afin de bénéficier de la couverture médiatique la plus favorable : obtenir « [...] la première page de l'ensemble de la presse parisienne, c'est démontrer que l'évènement existe en soi et n'est pas fabriqué de toutes pièces par les journalistes » [1984 : 30]. D'autres sociologues ont ponctuellement abordé cette question des médias. Ainsi, Jacques Rémy [1985] a étudié les contenus de la presse professionnelle au regard des divisions internes à l'espace syndical. De leurs côtés, certains historiens se sont intéressés à la presse comme

support d'une idéologie. Ronald Hubscher a réalisé une monographie du *Progrès agricole*⁹, un hebdomadaire amiénois à caractère réactionnaire. Pascal Ory [1975 : 172-174] a pointé les dynamiques de rapprochement entre une série de titres de presse (*Progrès agricole du centre Ouest*, *Le Cri du sol*) et le mouvement dorgériste des années 1930. Il fait état du financement et des soutiens de ces journaux. Enfin dans une approche socio-historique, Gilles Laferté souligne le rôle des journalistes dans l'Entre-deux-guerres dans la création d'une image de marque des vins de Bourgogne autour de la notion de terroir [Laferté 2006].

D'autres travaux ont privilégié une approche plus transversale. Martine Berlan [1987] questionne la place des femmes en agriculture dans les manifestations. Christine Albert [1987] et Sylvain Maresca [1991] analysent la presse professionnelle comme prescriptrice de rôles sexués. Ces travaux donnent à voir plusieurs figures d'agricultrices : celle de la « mère de famille », de la « travailleuse » et de la « militante ». Rose-Marie Lagrave [1987 : 25] pouvait en conclure que :

Ce champ de production idéologique n'est pas uniforme, ni univoque. On y décèle des luttes symboliques pour l'imposition d'une identité des agricultrices : luttes entre « modernistes » et « traditionalistes », luttes entre partisans des femmes au foyer et tenants des travailleuses. Ces clivages masquent en fait

9. Georges Raquet crée en 1926, par l'entremise du journal qu'il dirige, une ligue paysanne, La Masse de combat des paysans, concrétisant ainsi un projet qu'il appelait de ses vœux dès 1907 [Hubscher 1982 : 123-124].

des concurrences entre agents sociaux pour imposer leur propre position et évolution sociale, comme modèle pour l'ensemble des agricultrices. Il faut donc rapporter ces modèles à leurs producteurs : militants ou militantes les plus engagés dans la JAC [Jeunesse agricole française] ou journalistes professionnels.

Nous avons souhaité poursuivre ce programme de recherche pour l'étendre à l'ensemble des figures agricoles. La plupart de ces travaux considèrent, à juste titre, la presse comme un réceptacle à représentations, mais ce faisant, ils ont tendance à mettre de côté la dimension active prise par les paysans et leurs représentants dans la co-construction des cadrages politiques de cette même presse. Ces acteurs ont, de longue date, pensé la question des médias comme autant de manières de faire de la politique. Dès les années 1930, Henry Dorgères, lui-même journaliste, a bien saisi l'importance de maîtriser sa communication [Guillemain 1984]. En 1970, Bernard Lambert, leader des Paysans travailleurs peut ainsi considérer – dans son livre *Les paysans dans la lutte des classes* – les médias comme l'une des « aliénations » du monde paysan. Il disqualifie, sans détour, la presse professionnelle pour son caractère inféodé aux dominants :

Mis à part quelques articles publiés exceptionnellement parce qu'un événement extraordinaire a bouleversé les habitudes, [la presse professionnelle] a pour but de justifier les appareils professionnels et les dirigeants qui sont à leur tête : c'est le chapelet des éditoriaux conventionnels d'autojustification, c'est la liste fastidieuse des personnalités présentes, c'est la transcription des déclarations pompeuses des ouvertures de

réunion ou des fins de banquets [Lambert 2003 : 57].

Plus généralement, ses écrits reflètent une très bonne connaissance des logiques de médiatisation dans la pluralité des organes de presse (locale, régionale et nationale). B. Lambert, à partir de ses propres expériences militantes, élabore une réflexion stratégique sur les conduites à adopter vis-à-vis et avec les médias. Certains, estime-t-il, ont davantage tendance à censurer les luttes sociales et d'autres, dans certaines configurations (presse locale en milieu ouvrier), peuvent s'en faire occasionnellement le relais [Lambert 2003 : 55-61].

La fin du paysan modèle

Dès les années 1960, il existe donc déjà une forte imbrication entre le champ syndical, le champ politique et le champ médiatique. Les militants syndicaux et les paysans-journalistes sont passés par le même moule de formation de la JAC [Maresca 1983 : 258], ce qui facilite cette rencontre. Par ailleurs, celle-ci est soutenue par les hauts fonctionnaires technocrates de la jeune V^e République [Gaïti 1998]. Ce rapprochement entre acteurs, acquis au projet de « modernisation », s'explique du fait d'une transformation de l'espace de la représentation agricole et du champ médiatique.

Dans le champ médiatique on assiste depuis le milieu des années 1970 à un certain nombre de transformations. Le métier de communicant se structure à la fois dans le monde de la communication politique [Champagne 1990 ; Legavre 1993] mais aussi dans l'entreprise.

Se répand au travers des « monteurs de communication » l'idéologie de la société de communication [Neveu 1994]. L'impératif communicationnel s'étend progressivement sous la forme d'injonctions à communiquer à une multitude de secteurs [Chupin et Nollet 2006]. Du côté du journalisme, on assiste à un développement des spécialités mieux ajustées à des publics précis [Marchetti 2002]. Dans l'espace syndical agricole, depuis les années 1980, le pluralisme s'est affirmé et devient de plus en plus visible avec les tentatives d'ouverture opérées par les pouvoirs publics. Les socialistes au pouvoir ont cherché à remettre en question le monopole syndical détenu par le couple FNSEA-CNJA. Cela a participé au développement de dissidences (Confédération paysanne, puis Coordination rurale). Ce pluralisme est loin d'être une nouveauté en soi [Hubscher et Lagrave 1993]. En revanche, sa mise en lumière dans l'espace public caractérise ce nouvel état du jeu syndical.

Ainsi les figures deviennent multiples car du côté journalistique elles répondent à des modes de socialisation de plus en plus diversifiés et du côté syndical à une montée de la professionnalisation dans les relations avec les médias. Sous l'effet d'une intensification de la concurrence pour l'accès aux médias généralistes, le syndicat majoritaire a été amené à se professionnaliser dans sa communication depuis une dizaine d'années. Il a développé un service qui s'occupe de la communication externe, rattaché au président ce qui témoigne de son importance stratégique dans l'organisation. L'un des enjeux est de produire la parole la plus unifiée possible compte tenu du

caractère fédéral du syndicat : des niveaux départementaux et régionaux, comme les fédérations spécialisées [Pesche 2000], disposent de leur propre appareil communicationnel. La direction de communication du syndicat majoritaire a donc adopté une « stratégie d'influence *via* le web »¹⁰, incluant *blog*, compte Twitter et page Facebook. Des syndicats concurrents (Confédération paysanne et Coordination rurale notamment) développent à leur tour leurs propres stratégies médiatiques. La Coordination rurale va ainsi, en partie, compenser son manque d'intégration dans la politique de gestion des politiques agricoles (principalement construit entre l'État et la FNSEA), en investissant dès son lancement en 1992 dans le développement de ses propres outils de communication (journal interne puis site Internet) et dans les services d'une agence de communication. Ces évolutions montrent une réelle professionnalisation des stratégies médiatiques, loin d'une image de politiques de communications bricolées. Les conséquences de la concurrence syndicale obligent l'ensemble des formations à se doter d'outils performants et à développer des communications thématiques (crise du lait, pesticides).

Longtemps masqués par la rhétorique unificatrice, plusieurs modèles agricoles se révèlent être en concurrence. Cette diversité rejaillit sur les modalités de communication, sur les manières d'investir les champs médiatiques. Ainsi, dans les années 1960, le modèle de la modernisation de l'agriculture et la réussite économique des agriculteurs s'est-il imposé

10. Entretien avec Arnaud Lemoine, sous-directeur de la communication de la FNSEA, le 17 juillet 2012.

[Coulomb et Nallet 1980] jusqu'à devenir dominant. Puis, ce modèle a été de plus en plus contesté dans son monopole d'expression. Des modèles agricoles « alternatifs » (agriculture paysanne, agriculture biologique, « tout à herbe », etc.) ont progressivement élaboré leurs propres espaces d'expression, au point qu'ils ont concentré l'attention de la majeure partie des recherches en sciences sociales.

L'agriculteur au tribunal de l'opinion

Les années 1980 marquent une évolution importante, puisqu'elles consacrent la fin du consensus entre journalistes et syndicalisme majoritaire (FNSEA-Jeunes agriculteurs) sur la figure du paysan modèle. Ce divorce prend deux formes. Premièrement, les luttes syndicales sont publicisées, sortant ainsi des cercles internes. Cela témoigne de nouvelles stratégies d'enrôlement croisé entre journalistes et agriculteurs. Ce dossier entend insister sur les différentes associations entre les fractions du champ journalistique et celles du champ syndical. Alors que dans les années 1960 les élites jouaient de concert, deux décennies plus tard les fractions dominantes du champ journalistique tendent à s'allier avec les plus dominées de l'espace syndical. Privé de soutiens médiatiques, le syndicalisme majoritaire est critiqué pour sa défense d'un modèle agricole polluant et dangereux pour la santé. La FNSEA parvient à trouver malgré tout encore des relais dans la presse quotidienne régionale [Duclos 1998 ; Neveu 2000] et s'assure également du soutien de la presse professionnelle à travers sa présence dans le capital des titres [Chupin et Mayance 2013].

Deuxièmement, le syndicalisme majoritaire est désormais placé au rang d'*usual suspect*. Les médias s'emparent de certains enjeux et entendent obtenir des explications de la part de la FNSEA : qu'en est-il des pollutions agricoles ? De la qualité alimentaire ? De la violence des actions syndicales ? Le contexte de cette relation journaliste/FNSEA s'est transformé : les journalistes ont développé une spécialisation environnementale [Sainteny 1994 ; Comby 2009], les nouvelles générations ont pris leurs distances par rapport aux pratiques syndicales. Ainsi les violences, qui dans les années 1960 apparaissaient comme banales, étaient passées sous silence dans la presse régionale en raison d'une grande proximité du journaliste avec ses sources. Elles peuvent progressivement ne plus l'être et donner lieu à la réprobation publique [Guillemin 1984 ; Duclos 1998 : 177-184 ; Lynch 2013].

Par ailleurs, le consommateur devient un acteur à part entière des politiques publiques [Pinto 1992]. Enfin, et surtout, les années 1990 sont marquées par plusieurs scandales sanitaires comme celui de la « vache folle » [Nollet 2010]. Ces transformations médiatiques s'accompagnent d'une prise en charge par des hauts fonctionnaires militants de ces deux problèmes publics, environnement et consommation [Spanou 1991].

La FNSEA se trouve dès lors obligée de développer une stratégie médiatique transformée, afin de se justifier auprès du grand public. Cette situation spécifique tient à une forme d'organisation du secteur, qualifiée de cogestion. Elle désigne les relations privilégiées entre hauts fonctionnaires et syndicalistes dans la conduite de la politique agricole.

Cette proximité avec l'État joue en retour sur les agriculteurs comme une contrainte puisqu'ils doivent démontrer leur intérêt public. Par ailleurs le monde agricole est largement subventionné. Comme l'explique Jacques Rémy [1987 : 418] :

L'enjeu de ces luttes [entre les diverses catégories d'agriculteurs] n'est pas mince : au-delà de la recherche d'une identité, de la quête d'une image et d'une position sociale plus gratifiantes au sein de la hiérarchie des professions, il s'agit ici, très concrètement, de savoir qui bénéficiera dans les meilleures conditions du système d'aides et de subventions, de l'ensemble des mécanismes de soutien qui constituent l'essentiel de la politique agricole. Quels groupes seront promus ou, au contraire, laissés à eux-mêmes et donc menacés d'élimination ou d'extinction ?

L'attribution et l'utilisation des aides sont d'autant plus cruciales que les transformations de la Politique agricole commune remettent en question l'ensemble des financements et que « le souci de soi de l'État » [Bezès 2009] interroge en l'évaluant le coût de chacune de ses politiques publiques. Dans ce contexte d'incertitude, les agriculteurs et leurs représentants se voient particulièrement sommés d'intervenir dans les médias généralistes afin de défendre leur conception de la profession et, au-delà, de leur utilité sociale.

Les articles de ce dossier tendent à confirmer que ce groupe social est soumis à un ensemble de contraintes externes qui pèsent sur son identité. Ils permettent singulièrement de douter de son incapacité à parler par lui-même, puisqu'ils montrent l'émergence de

nouvelles formes de porte-parolat. D'une certaine manière, il est temps de ne plus considérer les agriculteurs comme des êtres muets dépourvus d'autonomie culturelle et communicationnelle. Il faut, dès à présent, interpréter la soumission apparente au jeu des médias, qui les caractériserait, comme une stratégie mise en place par les élites du secteur. Se présenter sous les traits d'un paysan nourricier, soucieux de la propreté et du respect des espaces permet de poser l'agriculteur comme un serviteur du service public. Le dossier invite à dépasser la vision un peu réifiante d'une « classe objet » [Bourdieu 1977] pour comprendre les stratégies et les investissements des acteurs dans l'entretien de cette figure mythifiée et sans doute unifiante du « bon agriculteur » aux yeux de la société. Le dossier éclaire de ce fait sous un jour nouveau cette notion de P. Bourdieu. Reprenant le concept de Karl Marx [1969], le sociologue présente à son tour les paysans comme étant des classes dominées et comme un univers étant parlé plus que pouvant lui-même contrôler la parole produite à son sujet [Bourdieu 1977]. Le groupe des agriculteurs a subi d'importantes mutations. Il ne représente en 2015, que 1,8 % seulement des emplois de la population active (chiffres Insee). S'il reste assez hétérogène [Grignon 1975 ; Bessièr *et al.* 2014] et intègre en son sein des salariés agricoles qui peuvent avoir des conditions précaires, il demeure dans sa majorité composé d'exploitations de taille moyenne (environ 80 hectares). De ce fait, ces nouvelles transformations, dont le développement d'une « agriculture de firme » [Purseigle 2012 ; Chouquer et Purseigle 2013] et l'intégration de certaines fractions agricoles aux classes dominantes [Laferté 2014b],

permettent-elles encore d'utiliser ce type de concept qui semble enfermer *de facto* cette classe dans une domination symbolique irréductible dont elle ne pourrait s'échapper ? Il ne faudrait pas que cette notion même de « classe objet » ne vienne constituer un obstacle à des tentatives d'objectivation de ce monde social au motif que tout serait déjà joué d'avance concernant le monde agricole ou la paysannerie. Pour contrer cette tendance, il nous semble ici intéressant de croiser la sociologie des médias et les études rurales.

Un projet pluridisciplinaire

De nouvelles orientations théoriques permettent à la fois de prolonger certains questionnements, mais aussi d'établir de nouveaux dialogues entre disciplines. Les sciences sociales ont tendance à fonctionner sur un mode segmenté, au risque d'autonomiser une connaissance en sous-discipline et ainsi à la soustraire aux questionnements plus transversaux portés par l'interdisciplinarité. La diversité disciplinaire des contributeurs de ce numéro – ethnologues, politistes ou sociologues – contribue à mettre en valeur ces continuités théoriques.

Aborder les figures agricoles permet ainsi d'interroger les modes d'usage médiatique construits et portés par les acteurs agricoles eux-mêmes. Le dossier se propose de baliser cette réflexion autour de quatre thèmes centraux. Le premier interroge les conditions de la prétention d'une parole monopolistique agricole : qui peut parler au nom des mondes agricoles ? Certaines avant-gardes se sont, historiquement, démarquées par un tel projet.

Edouard Morena revient sur la mise en place de l'Agence de presse libération-paysans en décembre 1972 portée par une partie de la gauche paysanne. Dans une perspective spon-tanéiste de la lutte sociale par en bas, ce titre parisien entend rendre la parole aux agri-culteurs. La raréfaction des contributeurs et les recompositions de la gauche paysanne conduisent à la fermeture de l'agence alors que sa « cousine » deviendra le quotidien *Libération* que l'on connaît aujourd'hui. Ivan Chupin et Pierre Mayance analysent l'entre-prise d'ennoblissement de la presse profes-sionnelle agricole par une formation spécifique. Créée en 1998 grâce à un partenariat entre une école d'ingénieurs agricoles l'Institut supérieur d'agriculture de Lille (Isa) et une école de journalisme reconnue par la profes-sion (l'École supérieure de journalisme de Lille), la formation « journaliste agricole » est pensée comme une stratégie de subversion des modes de recrutement dans la presse agri-cole afin d'y imposer les pratiques profes-sionnelles des médias généralistes. Elle disparaît en 2006 sous le triple effet d'un tarissement des vocations, d'une rentabilité insuffisante et du maintien d'un modèle de recrutement endo-gène. L'échec de ces deux tentatives de parler au nom des mondes agricoles témoigne de leur résistance pour maintenir leur autonomie.

Le deuxième thème montre comment, en raison de la proximité d'une presse profes-sionnelle agricole proche du syndicalisme majoritaire, les médias contribuent à façonner l'image d'un « paysan modèle » et d'un mythe de l'unité des mondes agricoles. Alexandre Hobeika étudie *L'Agriculteur normand* (jour-nal de l'Orne, proche de la FNSEA). S'il n'apparaît pas comme une simple courroie de

transmission aux ordres du syndicat, il contribue néanmoins, par son travail de sélection de l'information (et principalement en accentuant les questions de techniques agricoles) à neutraliser les aspects les plus controversés. Les injonctions à communiquer pour tenter d'endiguer la perte d'adhérents syndicaux se traduisent par un développement des outils Internet (lettre, blog), lesquels se heurtent aux pratiques ordinaires du syndicat et à sa défiance de toute communication ouverte et participative. Mais Clémentine Comer explique, à partir de la place des femmes dans cette représentation, que la situation est plus contrastée. Ces dernières, longtemps ignorées dans cette image paysanne, se sont organisées en groupes d'intérêt afin de valoriser des figures féminines dans ces publications. Elles bénéficient de politiques publiques de promotion de la parité dans le monde professionnel. C. Comer souligne le rôle de l'apprentissage des médias au sein de ces groupes afin de compenser la rare représentation globale des femmes. Ces paysannes découvrent les difficultés de cette communication dans un jeu à trois entre agricultrices, animatrices et journalistes et la tendance à « surmédiatiser » les dirigeantes syndicales.

Le troisième thème porte sur la remise en question du leadership de la FNSEA et plus largement du système de la représentation des intérêts agricoles. Frédéric Nicolas étudie la figure de Raoul Lemaire et l'histoire de son journal *Agriculture et vie* (1964-1989). Ce proche des milieux poujadistes prône un rigorisme moral comme alternative à une modernisation agricole en remettant en cause

l'organisation de la profession telle qu'elle se développe pendant l'Après-guerre. F. Nicolas revient sur les origines conservatrices méconues du développement de l'agriculture biologique en France. Diffusé aux agriculteurs qui suivent la méthode dite « Lemaire-Boucher », le journal *Agriculture et vie* sert la promotion économique de sa propre entreprise commerciale et sa propagande politique. Dans sa contribution, Matthieu Repplinger travaille sur une contestation plus récente du syndicalisme majoritaire. Il analyse le développement de l'Apli au tournant des années 2010 qui entend parler au nom des producteurs en tant que tels à la place des organisations existantes. À travers une analyse de leur répertoire d'action, M. Repplinger montre l'importance des médias dans la réussite de ce mouvement. En interne, les nouveaux médias (Internet et vidéos en ligne) rendent possible la coordination des actions et le développement des collectifs au niveau local. En externe, ils proposent une nouvelle figure de l'agriculteur plus à l'écoute du consommateur.

Le quatrième thème étudie les médias généralistes à la fois comme ressource et comme contrainte pour les représentants des intérêts des agriculteurs. Revenant sur la figure de José Bové, Aïcha Bourad questionne la construction d'un capital médiatique par les médias dominants. Elle démontre l'existence d'affinités entre certains journalistes et l'un des porte-parole de la Confédération paysanne. Le syndicat a certes conquis un espace médiatique grâce à l'action du « démontage » du McDonald's de Millau en 1999 sans que cela transforme pour autant sa place dans la médiatisation des

questions proprement agricoles. La couverture journalistique tend à l'associer à un traitement environnemental et altermondialiste de l'actualité. En retour, cette notoriété du leader récemment acquise et le nouveau cadrage du syndicat provoquent des tensions en interne et une contestation de la légitimité du porte-parole. Jean-Noël Jouzel et Giovanni Prete interrogent la fabrication d'une légitimité médiatique d'une cause de santé publique sous l'effet de la poussée d'une alliance de documentaristes militants et de journalistes environnementaux. Ils reviennent sur ce que cette médiatisation produit en termes de politisation des victimes des pesticides. Pour ces agriculteurs, jusqu'alors proches de la FNSEA, cette question de santé devient un enjeu crucial alors même qu'avant ils ne remettaient pas foncièrement en cause le modèle productiviste dominant. Le cadrage journalistique les enferme progressivement dans un statut de victime et sert d'argument pour critiquer dans la presse généraliste l'agriculture productiviste. Mais au sein de l'association Phyto-victimes l'apprentissage médiatique des agriculteurs leur permet de rejeter cette étiquette

afin de rendre audible leur cause au sein de leur univers professionnel de référence. En nous plongeant dans les espaces publics locaux, Alix Levain souligne les ambivalences de la presse quotidienne régionale (PQR) vis-à-vis des agriculteurs. Elle est tantôt un soutien potentiel en raison de la proximité avec son territoire et tantôt critique envers eux du fait de sa valorisation des préoccupations environnementales. Elle étudie les luttes médiatiques que se livrent agriculteurs et environnementalistes, chacun cherchant à imposer des figures antagonistes de la bonne exploitation. Dans l'Ouest de la France, la pollution de l'eau liée aux pratiques agricoles s'est construite comme un problème public dans les médias locaux depuis le début des années 1980 autour de la question des algues vertes. À cette « scandalisation » orchestrée au travers de manifestations pro-environnementales en 2009, répondent certains agriculteurs. Ils mettent, à leur tour, en scène leur lien avec l'espace local (capital d'autochtonie) et leur respectabilité sociale en tant que groupe professionnel avec le soutien des artisans et des commerçants.

Bibliographie

- Agulhon, Maurice** — 1970, *La république au village (les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République)*. Paris, Plon.
- Albert, Christiane** — 1987, « Une image sur papier glacé : l'agricultrice d'Agri-Sept », in R.-M. Lagrave (dir.), *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*. Paris, Éditions de l'EHESS : 61-85.
- Alphandéry, Pierre et Jean-Paul Billaud** — 2009, « Retour sur la sociologie rurale. Introduction », *Études rurales* 183 (1) : 2-22.
- Alphandéry, Pierre et Yannick Sencébé** — 2009, « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967) », *Études rurales* 183 : 23-40.
- Béraud, Céline et Baptiste Coulmont** — 2008, *Les courants contemporains de la sociologie*. Paris, Presses universitaires de France (« Licence »).
- Berlan, Martine** — 1987, « Un théâtre de l'ambiguïté : les manifestations », in R.-M. Lagrave (dir.), *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*. Paris, Éditions de l'EHESS : 187-232.
- Bessière, Céline, Ivan Bruneau et Gilles Laferté** — 2014, « Introduction. Les agriculteurs dans la France contemporaine », *Sociétés contemporaines*, 96 (4) : 5-26.
- Bezes, Philippe** — 2009, *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. Paris, Presses universitaires de France (« Le lien social »).
- Bourdieu, Pierre** — 1977, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales* 17-18 : 2-5.
- Bruneau, Ivan** — 2006, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste distance »*. Thèse de doctorat en science politique. Nanterre, Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense.
- Champagne, Patrick** — 1975, « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1 (3) : 43-67. — 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 52-53 : 18-41. — 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris, Minuit (« Le sens commun »).
- Chupin, Ivan et Jérémie Nollet** — 2006, « Jalons pour une sociologie historique des interdépendances du journalisme à d'autres univers sociaux », in I. Chupin et J. Nollet (dir.), *Journalisme et dépendances*. Paris, L'Harmattan : 15-36.
- Chupin, Ivan et Pierre Mayance** — 2013, « Faire corps avec les agriculteurs. La presse professionnelle agricole : un enjeu syndical pour la FNSEA », *Politix* 103 (3) : 77-97.
- Comby, Jean-Baptiste** — 2009, « Quand l'environnement devient "médiatique" », *Réseaux* 157-158 (5) : 158-190.
- Coulomb, Pierre et Henri Nallet** — 1980, *Le syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*. Paris, Inra/Cordes.
- Coulomb, Pierre, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu et Marcel Jollivet (dir.)** — 1990, *Les Agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Duclos, Nathalie** — 1998, *Les violences paysannes sous la V^e République*. Paris, Economica.
- Dulong, Delphine** — 2010, *La construction du champ politique*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Duverger, Maurice (dir.)** — 1955, *Partis politiques et classes sociales en France*. Paris, Armand Colin.
- Fauvet, Jacques et Henri Mendras (dir.)** — 1958, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin.
- Gaïti, Brigitte** — 1998, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République, 1946-1962*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Gervais, Michel, Claude Servolin et Yves Tavernier (dir.)** — 1972, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin.
- Gombin, Joël et Pierre Mayance** — 2010a, « Tous conservateurs ? Analyse écologique du vote de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007 » in B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*. Paris, Presses de Sciences Po : 193-216. — 2010b, « Analyse écologique des votes et mondes ruraux. Quelques réflexions méthodologiques », in S. Baronne et A. Troupel (dir.), *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*. Paris, L'Harmattan : 27-46.

- Grignon, Claude** — 1975, « Le paysan inclassable », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1 (4) : 82-87.
- Grignon, Claude et Florence Weber** — 1993, « Sociologie et ruralisme, ou les séquelles d'une mauvaise rencontre », *Cahiers d'économie et sociologie rurales* 29 : 59-74.
- Guionnet, Christine** — 1997, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de juillet*. Paris, L'Harmattan.
- Guillemin, Alain** — 1984, « Doucement c'est tout de même une femme. Remarques sur le statut de la violence dans les manifestations paysannes », *Actes de la recherche en sciences sociales* 52-53 : 42-48.
- Hervieu, Bertrand** — 2010, « Les agriculteurs dans la vie politique française. Cinquante ans d'évolutions, quatre regards ? », B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po : 19-38.
- Hervieu, Bertrand et François Purseigle** — 2013, *Sociologie des mondes agricoles*. Paris, Armand Colin.
- Hervieu, Bertrand, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle et Jacques Rémy (dir.)** — 2010, *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Hubscher, Ronald** — 1982, « Le Progrès agricole : l'activisme au service de la France profonde (1887-1970) », *Revue du Nord* 64 (252) : 93-143.
- Hubscher, Ronald et Rose-Marie Lagrave** — 1993, « Unité et pluralisme dans le syndicalisme agricole français. Un faux débat », *Annales. Économies, sociétés, civilisations* 48 (1) : 109-134.
- Jobert, Bruno et Pierre Muller** — 1987, *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*. Paris, Presses universitaires de France.
- Jollivet, Marcel (dir.)** — 1974, *Les collectivités locales françaises. Tome II : Sociétés paysannes ou lutte de classes au village ? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*. Paris, Armand Colin.
- Jollivet, Marcel et Henri Mendras (dir.)** — 1971, *Les collectivités rurales françaises. Tome I : Étude comparative de changement social*. Paris, Armand Colin.
- Joly, Pierre-Benoît et Catherine Paradeise** — 2003, « Introduction. Agriculture et alimentation : nouveaux problèmes, nouvelles questions », *Sociologie du travail* 45 : 1-8.
- Kirtchik, Olessia** — 2016, « L'économie rurale en France. Trajectoire d'une science sociale "utile" entre modernisation et mondialisation », *Revue d'anthropologie des connaissances* 10 (3) : 339-371.
- Klatzmann, Joseph** — 1958, « Comment votent les paysans français », *Revue française de science politique* 8 (1) : 13-41.
- Labrusse, Bertrand** — 1958, « La presse agricole », in J. Fauvet et H. Mendras (dir.), *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin : 303-317.
- Laferté, Gilles** — 2006, *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*. Paris, Belin. — 2014a, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie* 5 (4) : 423-439. — 2014b, « L'embourgeoisement agricole. Les céréaliers du Châtillonnais, de la modernisation agricole à nos jours », *Sociétés contemporaines* 96 (4) : 27-50.
- Lagrange, Rose-Marie** — 1987, « Introduction », in R.-M. Lagrange (dir.), *Celles de la terre : agricultrice, l'invention politique d'un métier*. Paris, Éditions de l'EHESS : 11-29.
- Lambert, Bernard** — 2003 [1970], *Les paysans dans la lutte des classes*. Nantes, Centre d'histoire du travail.
- Legavre, Jean-Baptiste** — 1993, *Conseiller en communication politique : l'institutionnalisation d'un rôle*. Thèse de doctorat en science politique. Paris, Université Panthéon-Sorbonne.
- Lynch, Édouard** — 2013, « Détruire pour exister : les grèves du lait en France (1964, 1972 et 2009) », *Politix* 103 (3) : 99-124.
- Marchetti, Dominique** — 2002, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux* 111 (1) : 22-55.
- Maresca, Sylvain** — 1983, *Les dirigeants paysans*. Paris, Minuit (« Le sens commun »). — 1991, *L'autoportrait. Six agricultrices en quête d'image*. Paris et Toulouse, Inra/Presses universitaires du Mirail.
- Marie, Jean-Louis** — 1994, *Agriculteurs et politique*. Paris, Montchrestien.
- Marx, Karl** — 1969 [1851], *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Les Éditions sociales.

- Mathieu, Nicole et Marcel Jollivet (dir.)** — 1989, *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*. Paris, L'Harmattan.
- Mendras, Henri** — 1967, *La fin des paysans. Innovations et changement dans l'agriculture française*. Paris, Sédés (« Futuribles »).
- Muller, Pierre** — 1984, *Le technocrate et le paysan. Essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture, de 1945 à nos jours*. Paris, Éditions ouvrières.
- Neveu, Érik** — 1994, *Une société de communication ?* Paris, Montchrestien. — 2000, « The Local Press and Farmers' Protests in Brittany : Proximity and Distance in the Local Newspaper Coverage of a Social Movement », *Journalism Studies* 3 (1) : 53-67.
- Nollet, Jérémie** — 2010, *Des décisions publiques « médiatiques » ? Sociologie de l'emprise du journalisme sur les politiques de sécurité sanitaire des aliments*. Thèse de doctorat en science politique. Lille, Université de Lille-II.
- Ory, Pascal** — 1975, « Le dorgérisme, institution et discours d'une colère paysanne (1929-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 22 (2) : 168-190.
- Pesche, Denis** — 2000, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France. Entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*. Paris, L'Harmattan.
- Phélippeau Éric** — 2002, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*. Paris, Belin.
- Pinto, Louis** — 1992, « La gestion d'un label politique : la consommation », *Actes de la recherche en sciences sociales* 91 (1) : 3-19.
- Poupy, René** — 1972, « L'information des agriculteurs », in M. Gervais, C. Servolin et Y. Tavernier (dir.), *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin : 335-364.
- Purseigle, François** — 2010, « La coordination rurale. Un nouvel acteur sur l'échiquier syndical », in B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*. Paris, Presses de Science Po : 241-272.
- Purseigle, François (dir.)** — 2012, *Études rurales 190 : Les agricultures de firme 1. Organisations et financiarisation*.
- Purseigle, François et Gérard Chouquer (dir.)** — 2013, *Études rurales 191 : Les agricultures de firme 2. Délocalisation et évictions*.
- Rémy, Jacques** — 1985, « Les habits neufs de la profession », *Pour 102* : 49-60. — 1987, « La crise de la professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le contrôle du titre d'agriculteur », *Sociologie du travail* 29 (4) : 415-441.
- Sainteny, Guillaume** — 1994, « Les médias français face à l'écologisme », *Réseaux* 65 (12) : 87-105.
- Sawicki, Frédéric** — 1999, « Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique », in M. Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Belin : 135-170.
- Siegfried, André** — 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*. Paris, Armand Colin.
- Spanou, Calliope** — 1991, *Fonctionnaires et militants. Étude des rapports entre l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*. Paris, L'Harmattan.
- Voilliot, Christophe** — 2005, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Weber, Eugen** — 1976, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*. Stanford, Stanford University Press.

Résumé

Ivan Chupin et Pierre Mayance, *L'agriculture en représentation(s). Luttés médiatiques, luttés syndicales*
La science politique a dès ses origines, tout comme la sociologie rurale, interrogé la complexité des liens entre

Abstract

Ivan Chupin and Pierre Mayance, *The struggle to represent farming. The media and agricultural labour unions*
Political science, like rural sociology, has always been interested in the complexity of ties between rural areas

les campagnes et les agriculteurs. Nous revenons sur l'« histoire oubliée » d'une littérature scientifique décryptant les rapports entre médias et agriculteurs. Nous proposons une lecture des transformations qui structurent ces relations des années 1960 à nos jours. Les agriculteurs ont été fortement valorisés dans l'espace médiatique. Ils bénéficiaient d'un accord tacite entre élites agricoles, administratives et journalistiques s'incarnant dans la figure du paysan moderne. À partir des années 1980 s'opère une disjonction. L'agriculteur se voit mis au tribunal de l'opinion : publicisation des luttes syndicales, remise en question du coût de ses activités financé par la société, développement de nouvelles préoccupations environnementales portées par les journalistes et essor des crises sanitaires dans les années 1990.

Mots clés

Agriculteur, élites agricoles, environnement, journalisme, médias, modernisation agricole, science politique, sociologie rurale, sociologie des sciences, syndicalisme

and farmers. Here, we examine the “forgotten history” of a scientific literature that decrypts the relationship between the media and farmers. We offer insight into the evolution of this relationship from the 1960s to the present. Farmers were once greatly valued in the media. There was a tacit agreement between members of the farming, government and journalistic elite on the portrayal of the modern farmer figure. And yet this unity began to dissolve in the 1980s. Farmers were challenged in the public eye: awareness was raised about union struggles, doubt was cast on the cost of agricultural activities financed by society, new environmental concerns arose, promoted by journalists, and a series health-related crises flourished in the 1990s.

Keywords

Farmers, farming elite, environment, journalism, media, agricultural modernization, political science, rural sociology, sociology of science, labour unionism